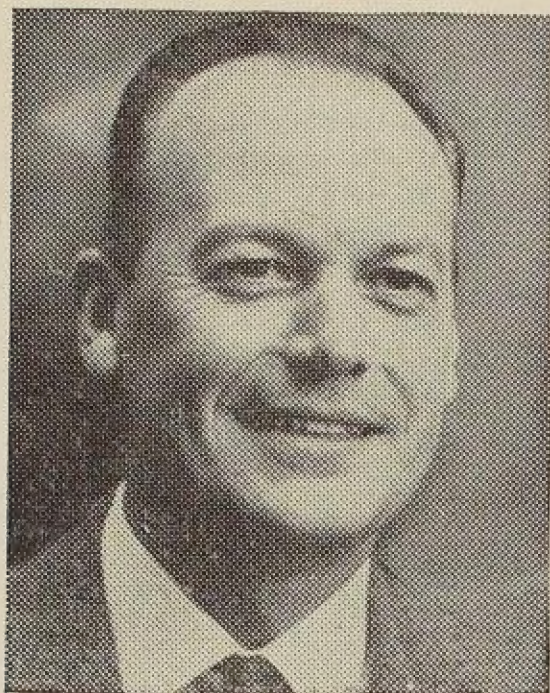


ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968



PIERRE SUDREAU



ROBERT MOREAU

En mars 1967, je vous indiquais textuellement dans ma profession de foi :

« Je me présente aux élections, parce que, comme la plupart d'entre vous, je suis préoccupé de l'avenir : l'évolution des institutions, la situation économique, le péril nucléaire, autant de sujets de profonde inquiétude pour nous et nos enfants.

Je suis un homme libre et j'entends le rester. Je soutiendrai selon ma conscience l'action la plus conforme à l'intérêt général contre les incondtionnels de toutes tendances.

Signataire de la Constitution de 1958, je suis pour les institutions nouvelles, à condition qu'elles soient loyalement appliquées ».

Souvenez-vous également, de mes déclarations pour la vraie stabilité, pour une véritable politique de progrès économique et social, pour la vraie paix...

Ces déclarations sont plus que jamais valables

J'ai toujours redouté la division des Français en deux camps opposés.

Hélas, les événements me donnent raison. La France vient de passer près de la guerre civile.

Si les méthodes du Gouvernement ne changent pas, les mêmes causes produiront les mêmes effets, et le pire est à craindre !

A peine élu, le Parlement a été dépossédé de ses prérogatives et le Gouvernement a légiféré par ordonnances au mépris de la représentation populaire.

Les méthodes doivent changer

La notion de majorité n'a de valeur que s'il y a dialogue.

Je n'ai cessé de réclamer des réformes, notamment :

— pour une politique économique dynamique de plein emploi ;

— pour l'Université et la modernisation de l'Enseignement : mes propositions faites en 1962 et qui sont reprises actuellement sont, hélas, restées en sommeil après mon départ ;

— pour une information impartiale et objective ;

— pour une véritable démocratie économique et sociale, en particulier par l'abrogation des ordonnances, par le développement de l'économie régionale, l'orientation et la formation professionnelle, la suppression effective des zones de salaires ;

— pour l'abaissement de l'âge de la retraite ;

— pour les personnes âgées, intensification de l'aide à domicile et revalorisation des retraites ;

— pour aider l'Artisanat et les petites et moyennes entreprises à s'adapter au monde moderne ;

— pour le respect des droits des Anciens Combattants ;

— pour une réforme profonde de la politique d'attribution des bourses ;

— et pour l'Agriculture : Sans attendre l'Agriculture « prospère » promise pour dans 10 ans, la recherche de la justice exige dans l'immédiat, pour les agriculteurs la **PARITE** avec les autres catégories sociales, par l'augmentation de leurs **REVENUS**, la **FORMATION** de leurs enfants, l'aménagement de leurs **STRUCTURES**, et l'indexation notamment pour la viticulture.

Ces réformes doivent se faire, dans la légalité et l'ordre républicains que je défendrai résolument.

POUR L'AVENIR DE BLOIS ET DE SA RÉGION :

En un an, mon activité parlementaire ne s'est pas ralentie. J'ai fait notamment plus de 50 interventions publiques et répondu à plusieurs milliers de demandes les plus diverses de la part des électeurs de l'arrondissement.

Ce que nous avons réclamé en Mars 1967

1. — Pour les personnes âgées :

Construction de maisons de retraite modernes ;
Intensification de l'aide à domicile

2. — Construction immédiate d'un deuxième pont à Blois

3. — Mise en chantier du pont de Chaumont

4. — Construction de logements pour BLOIS

5. — Développement pour l'extension économique : par la formation professionnelle

6. — Crédits d'investissement pour le monde rural

7. — En faveur de l'Agriculture et de la viticulture, prix, blocage et importations

Ce que nous avons obtenu en UN AN

La Commission Administrative réalisera la construction d'une maison de retraite à « La Pinçonnière », et de deux établissements dans le secteur Est de Blois ;

Construction de logements-foyers par la ville de Blois ;

Commencement des travaux en février 1968.

Commencement des travaux en août 1967.

Négociations pour obtenir la mise en route d'un programme de 1.200 logements. Programme lancé.

Création d'une véritable université du travail à Pontlevoy.

Très forte augmentation des crédits pour l'Électrification Rurale.

Démarches incessantes en faveur de la levée des blocages successifs, arrêt des importations des vins d'Algérie, la fiscalité excessive.

Lutte efficace contre l'ordonnance interdisant la chaptalisation, normalisation dans la commercialisation des asperges, pour le Loir-et-Cher.

CE QUI RESTE A OBTENIR notamment,

- Construction d'une maison de la culture, théâtre à Blois, et d'un ensemble sportif ;
- Accélération de la construction d'un hôpital neuf ;
- Pour les personnes âgées, intensification de l'aide à domicile et revalorisation des retraites ;
- Intégration des quartiers nouveaux, et notamment de la Z.U.P., dans la ville de Blois ;
- Défense vigoureuse des intérêts des petites et moyennes entreprises qui risquent d'être les principales victimes de la crise.
- La solution des problèmes sociaux et ceux du monde agricole et rural.

Comme nous vous le disions en mars 1967, nous nous engageons à continuer à travailler avec tous les responsables, à faire équipe, à chercher des méthodes nouvelles pour que la circonscription de Blois soit défendue dans ses intérêts.

Vous tous, qui aspirez à un avenir meilleur, qui souhaitez profondément exercer vos libertés dans la concorde nationale et dans une véritable République accessible à tous les progrès de notre temps ;

Vous toutes, qui désirez vivement la paix pour la sécurité de vos familles et le bien être de vos foyers ;

En ces temps difficiles, votez pour celui que vous connaissez depuis longtemps,

Votez Pierre SUDREAU

PIERRE SUDREAU

*Député sortant,
Président du Mouvement Européen,
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Croix de Guerre 1939-1945,
Déporté-Résistant.*

ROBERT MOREAU

*Suppléant - Maire de Vineuil,
Croix de Guerre 1939-1945,
Ancien Prisonnier de Guerre,
Ancien Juge
au Tribunal de Commerce de Blois.*

Imp. R. Sille, Blois